



DEFIS DE LA FORMALISATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES A MADAGASCAR

¹MBIMA Césaire, ²MAMIARISOA Jean Edith Françoise, ³BELA Christian

(1) : Docteur en Sciences économiques, Université de Rouen

(2): Docteur en Sciences Sociales, Université de Toliary Madagascar

(3) : Maître de conférences HDR, Université de Toamasina Madagascar

Résumé

Les activités informelles constituent comme base de l'économie du monde rural et s'attire beaucoup nombres des Petites et Moyennes Entreprises locales à Madagascar. Plus de 70% de la population consomme moins de deux dollars par jour, ce pays a due male de trouver des pistes pour rompre son cercle vicieux de pauvreté. La question est comme suit : quels perspectives doit-on proposer pour le cas de Madagascar, dans la politique de formalisation vue la prolifération du secteur ? L'objectif de cet article est d'évaluer les enjeux de la formalisation du secteur informel à Madagascar via le cas des petites et moyennes entreprises dans les zones ruraux. L'Etat a manifesté sa volonté politique visant à libérer l'économie depuis 1990, sous l'impulsion de la politique d'ajustement structurelle, tout en visant un bon partenariat avec le secteur privé. Les recherches documentaires ont été effectués au niveau de l'Institut national de la statistique, le Ministère de l'économie et du plan, le Ministère de Finances et du budget et le ministère du commerce et de l'industrie. Cela nous a fournie des informations quantitatives et qualitatives officielles concernant le sujet traité. La seconde est la réalisation d'un enquête et entretiens transversal auprès des entreprises concernées par le problème des activités informelles. Les résultats montrent que la plupart des chefs de l'entreprise ont un faible niveau de scolarité, certains n'a jamais été à l'école. Sur les 200 chefs d'entreprises entretenues, environ 69% sont non scolarisés, 17% passaient en niveau primaire, 12% pour le niveau secondaire et seulement 2% a pu passer au niveau universitaire. L'ignorance, la pauvreté extrême, la lourdeur des procédures et la question de redevabilité de l'Etat

constituent comme les principaux motifs de cette prolifération, dans le monde rural. La majorité des petites et moyennes entreprises à Madagascar opèrent dans le secteur du commerce. La difficulté de créer une entreprise formelle dans le pays explique également l'informalité des activités dans certaines zones. La formalisation des petites et moyennes entreprises doit s'appuyer non seulement sur l'environnement entrepreneurial et la fiscalité, mais aussi sur l'attitude et le comportement de la population rurale, qui représente la majorité démographique.

Abstract :

Informal activities form the basis of the rural economy, attracting a large number of local small and medium-sized enterprises in Madagascar. With over 70% of the population consuming less than two dollars a day, this country is obliged to find ways of breaking its vicious circle of poverty. The question is: what prospects should be proposed for Madagascar's formalization policy, given the proliferation of the sector? The aim of this article is to assess the stakes involved in formalizing the informal sector in Madagascar through the case of small and medium-sized enterprises in rural areas. Since 1990, under the impetus of the structural adjustment policy, the State has demonstrated its political will to free up the economy, while aiming for a good partnership with the private sector. Documentary research was carried out at the Institut National de la Statistique, the Ministère de l'Economie et du Plan, the Ministère de Finances et du Budget and the Ministère du Commerce et de l'Industrie. This provided us with official quantitative and qualitative information on the subject. The second was a survey and cross-sectional interviews with companies concerned by the problem of informal activities. The results show that most company managers have a low level of education, and some have never been to school. Of the 200 company managers between

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13822820>

1. Introduction

Phénomène naissant à partir du 20^{ème} siècle, le secteur informel s'est vite répandue et affecte presque toute l'économie du monde entier. Cette prolifération concerne plus les pays pauvres que les développés. Dans ces premiers, les activités informelles constituent comme base de l'économie du monde rural et s'attire beaucoup nombres des Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales à Madagascar. Extrêmement pauvre (plus de 70% de la population consomme moins de deux dollars par jour), ce pays a due male de trouver des pistes pour rompre son cercle vicieux de pauvreté. La formalisation des activités économiques figure parmi les pistes de solution définit par le gouvernement afin d'augmenter les ressources financières de l'Etat. Pourtant, les stratégies adoptées n'avaient jamais atteint leur objectif compte tenu des enjeux liées à la formalisation dans le monde rural de Madagascar. Alors, quels en sont ces enjeux ? Et quels perspectives doit-on proposer pour le cas de Madagascar, dans la politique de

formalisation vue la prolifération du secteur ? En effet, l'objectif de cet article est d'évaluer les enjeux de la formalisation du secteur informel à Madagascar via le cas des PME dans les zones rurales.

2. Matériels

2.1. Réformes au profit des entreprises

L'Etat a manifesté sa volonté politique visant à libérer l'économie depuis 1990, sous l'impulsion de la politique d'ajustement structurelle, tout en visant un bon partenariat avec le secteur privé. De nombreuses réformes ont été lancées et sont actuellement opérationnelles, à savoir : l'adoption de loi sur les investissements (lois N° 2007-036 du 14 Janvier 2008) et la mise en place de l'Economic Development Board of Madagascar ou EDBM (créée par le décret N°2006/382 du 31 Mai 2006, qui a été modifié et complété par le décret N° 2008 -1245).

2.2. Contexte du secteur informel

Le secteur informel est un considérable pourvoyeur d'emplois. Après les crises politiques encourues par le pays, le poids de la production de ce secteur reste un enjeu de première taille. En effet au dernier trimestre 2012, le nombre d'unité de production individuelle (UPI) hors agriculture, élevage, chasse et pêche à Madagascar est estimé à 2 282 500 unités, employant 3 312 00 personnes dans les branches marchandes (ENMPSI 2013). La quasi-totalité, soit 99,9 % des UPI sont classées comme unités de production informelles, c'est-à-dire soit ne possédant pas de numéro statistique, soit ne tenant pas de comptabilité écrite ayant une valeur. Selon le rapport de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel a augmenté de 20% entre 2008 et 2013. La principale cause de cet accroissement est la difficulté dans la création d'emplois formels mais il y a aussi l'effet provoqué par le ralentissement de l'économie du pays dû à la crise politique. De plus, « le taux de personnes travaillant dans le secteur informel atteint en 2014 les 80%, contre 60% en 2008. En tout cas, la ruée vers le secteur informel est le seul recours pour la plupart des Malgaches pour faire face à la crise qui a sévi dans le pays. À part le commerce, le domaine de l'agriculture et de l'élevage relèvent le taux le plus élevé de cette ruée vers les emplois informels. Toutefois, le secteur informel engendre un faible revenu, comparé aux emplois formels », a expliqué le Directeur Général de l'INSTAT (2014).

2.3. Méthode

Pour réaliser ce travail, nous avons adopté trois approches suivantes. (i) La première consiste à réaliser la documentation auprès des centres de documentations, ainsi que de services concernés, tels que l'INSTAT, le Ministère de l'économie et du plan, le Ministère de Finances et du budget et le ministère du commerce et de l'industrie. Cela nous a fournies des informations quantitatives et qualitatives officielles concernant le sujet traité. (ii) La seconde est la réalisation d'une enquête et entretiens transversal auprès des entreprises concernées par le problème des activités informelles. Dans ce cas, environ deux-cent (200) PME dans deux régions de Madagascar ont été interviewés. Cette méthode

nous a permis de se rapprocher nos résultats au contexte réel (attitude et comportement) où vit la population cible. (iii) La dernière étape concerne l'exploitation des informations recueillies. Il s'agit de méthode de traitement et d'analyse des données quantitatives. Pour y parvenir, le Windows Word, Excel et SPSS (version 20) ont été utilisés.

3. Résultats

Consacré à la présentation de l'ensemble des résultats obtenus, cette partie va nous donner une aperçue plus pratique sur la réalité des enjeux à la formalisation des activités informelle dans le monde rurale de Madagascar.

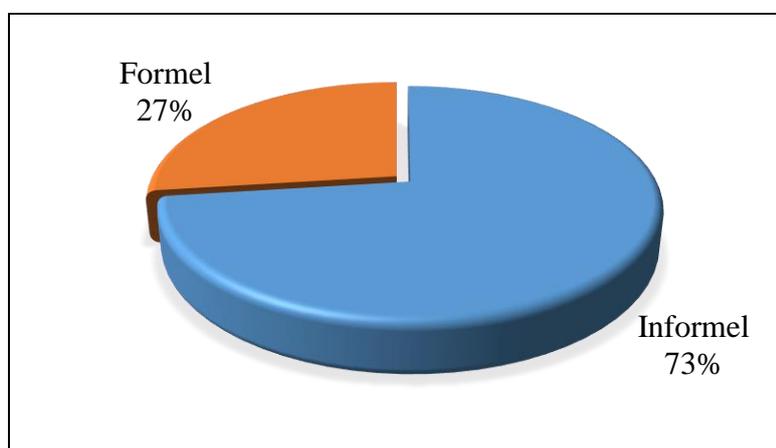
Tableau 1. Type d'activité des PME

Activité	Commerce	Artisanat	Pêche	Autres	Total
Effectif	130	28	24	18	200
Proportion	65%	14%	12%	9%	100%

Source : Auteur, 2020

Cette illustration montre que les entreprises enquêtés sont majoritairement dans le secteur du commerce et précédemment avaient été des commerçants ambulants (selon l'entretien). En effet, environ 65% sont des commerçants, 14% sont des artisans, 24% dans l'activité de pêche et 18% pour autres secteurs.

Graphique 1. Situation des entreprises



Source : Auteur, 2020

Dans le monde rurale de Madagascar, si on prend le cas des PME, leur grande partie (environ 73%) sont dans le secteur informel, contre 27% seulement exerce des activités formelles. Ce graphique révèle que le secteur informel se prédomine, surtout dans le monde rural à Madagascar.

Tableau 2. Niveau de scolarité du chef d'entreprise

Niveau	Non scolarisé	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
Effectif	138	34	24	4	200
Proportion	69%	17%	12%	2%	100%

Source : Auteur, 2020

Nos résultats montrent que la plupart des chefs de l'entreprise ont un faible niveau de scolarité, certains n'ont jamais été à l'école. Sur les 200 chefs d'entreprises entretenues, environ 69% sont non scolarisés, 17% passent au niveau primaire, 12% pour le niveau secondaire et seulement 2% ont pu passer au niveau universitaire.

Tableau 3. Niveau de connaissance de processus de formalisation des activités

Connaissance	Ne connais rien	Peu de connaissance	Bonne connaissance	Total
Effectif	110	56	34	200
Proportion	55%	28%	17%	100%

Source : Auteur, 2020

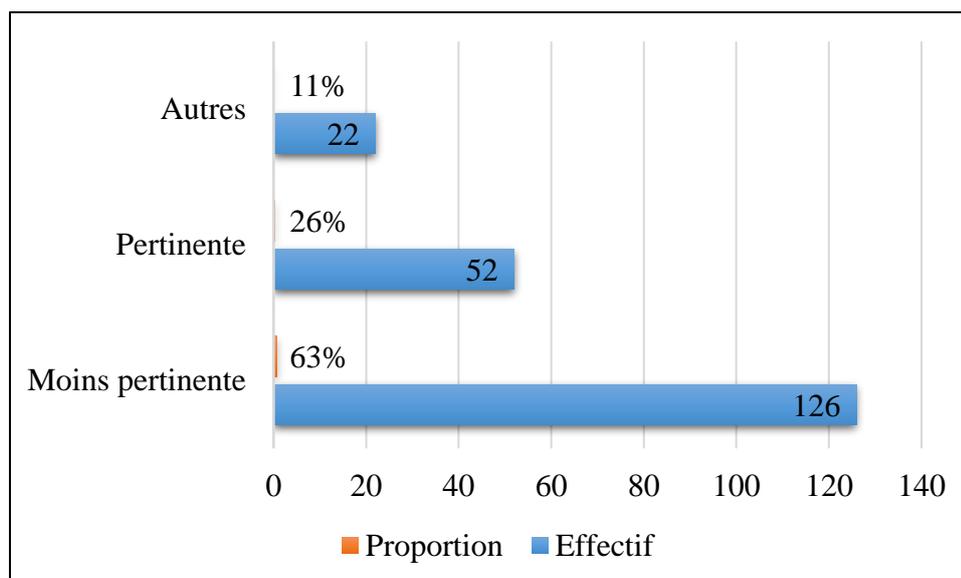
Une grande partie des enquêtés ont confirmé de ne rien connaître sur le processus de formalisation. Seulement 34 sur 200 PME ont une bonne connaissance en la matière.

Tableau 4. Facteur déterminant de la prolifération du secteur informel

Facteur	Ignorance	Pauvreté extrême	Lourdeur des procédures	Question de redevabilité	Total
Effectif	94	40	30	36	200
Proportion	47%	20%	15%	18%	100%

Source : Auteur, 2020

La réponse concernant les facteurs déterminants de la prolifération des activités informelles varie d'un enquêté à l'autre. Mais en général, l'ignorance, la pauvreté extrême, la lourdeur des procédures et la question de redevabilité de l'Etat constituent comme les principaux motifs de cette prolifération, dans le monde rural.

Graphique 2. Pertinence des actions menées par l'autorité pour la formalisation

Source : Auteur, 2020

Ce graphique montre que la population ciblée de cette étude pense que les actions et stratégies menées par l'autorité ne sont pas assez pertinentes (affirmé par 63%). Environ un quart de leur totalité a répondu le cas contraire.

4. Discussion

4.1. Un grand nombre des PME se trouve dans le secteur informel

Pour l'essentiel, la majorité des PME à Madagascar opèrent dans le secteur du commerce (Tableau 1). Le milieu rural malgache abritant la majorité de la population (environ 75%), le secteur informel est plus visible en milieu rural qu'en milieu urbain, si l'on tient compte de la part du commerce. Dans l'environnement des affaires à Madagascar, les PME et PME sont de plus en plus dominantes. Outre la pauvreté, la difficulté de créer une entreprise formelle dans le pays explique également l'informalité des activités dans certaines zones. En milieu rural, les PME ont tendance à fuir le système fiscal et à rejoindre le secteur informel (graphique 1).

En Afrique, la majorité de la population active travaille dans l'économie informelle. On estime que près de 9 travailleurs ruraux et urbains sur 10 ont un emploi informel. La plupart d'entre eux sont des femmes et des jeunes, qui n'ont d'autre choix que l'économie informelle pour survivre et gagner leur vie. Selon les statistiques de l'OIT, 60 à 90 % de la population active en Afrique est employée dans l'économie informelle. En Afrique subsaharienne, 84 % des femmes travaillant dans le secteur non agricole sont employées dans le secteur informel, contre 63 % des hommes travaillant dans le secteur non agricole.

À Madagascar, de 1995 à nos jours, le nombre d'unités individuelles de production (UPI) n'a cessé d'augmenter, passant de 1 603 UPI non agricoles en 1995 à 1 924 en 1998. Il a atteint 2 282 500 unités en 2012, entraînant avec lui plus de 3 312 00 personnes employées dans le secteur marchand, et ce chiffre continu d'augmenter : en 2014, la proportion de personnes travaillant dans le secteur informel a atteint 80 %, contre 60 % en 2008.

4.2. Enjeux de la formalisation des PME à Madagascar

Outre le faible niveau de scolarisation des chefs d'entreprise, la prolifération des activités des PME peut également s'expliquer par l'extrême pauvreté de la majorité de la population, la lourdeur des procédures de formalisation à Madagascar, et la question de la redevabilité des services publics vis-à-vis des contribuables. Comme le montrent nos résultats, la majorité des chefs d'entreprise interrogés n'ont jamais été scolarisés, et seule une faible proportion d'entre eux connaît l'environnement de la formalisation à Madagascar (tableaux 2 et 3). Ainsi, l'Etat a bien une part de responsabilité dans la domination des activités commerciales, quelle que soit leur taille. En général, les actions menées et les stratégies adoptées par les autorités n'ont jamais atteint leurs objectifs. Parfois, il n'existe pas de politique spécifiquement destinée aux PME. Des programmes de sensibilisation inefficaces et/ou inexistantes sur l'importance de la formalisation fiscale (figure 2). En réalité, l'Etat perd de plus en plus de crédibilité auprès des contribuables, car la plupart du temps, la population n'est pas en mesure de voir ce que les pouvoirs publics payent, surtout au niveau central.

L'ignorance, souvent due à un faible niveau d'éducation, est la plus grande contrainte à la formalisation dans le monde rural, suivie par l'insécurité sociale. L'une des principales raisons de l'émergence du secteur informel réside dans le manque de qualification des personnes. En effet, seules les personnes ayant un niveau de connaissances élevé sont en mesure de trouver un emploi dans le monde urbain. Cette condition conduit les migrants du secteur rural à rester dans le secteur informel afin de survivre dans le monde urbain et de pouvoir y rester. L'amélioration du niveau du capital humain nécessite non seulement une détermination individuelle, mais aussi une prise de responsabilité de la part de l'État. Cela passe par l'éducation et/ou la formation. Outre le savoir, l'insécurité sociale est une contrainte dans le secteur informel. Dans la plupart des pays africains, où règne l'instabilité politique, les entreprises multinationales qui fournissent des emplois dans le monde urbain ont beaucoup de mal à rivaliser avec leurs homologues basées dans des pays où l'environnement politique est sûr. A titre d'exemple, la crise politique de 2002 a conduit la plupart des entreprises des "zones franches" à fermer leurs portes pour des raisons de manque de compétitivité : la coupure continue de l'électricité a réduit le niveau de la production réalisée, et la dépréciation de la monnaie a entraîné la nécessité de payer beaucoup plus cher les importations qui, dans la plupart des cas, et en particulier pour les entreprises textiles, constituent les principales matières premières de la production. En effet, le départ de ces unités de production est un

mal social. Ce fait s'explique par l'augmentation du taux de chômage mais aussi par le commerce ambulancier.

4.3. Perspectives à la formalisation des PME à Madagascar

Comme le montrent nos résultats, la grande majorité des PME en milieu rural consacrent leur force de travail à une activité commerciale (le plus souvent informelle). Cela signifie que leur principale source de revenus dépend du secteur informel. Parfois, le secteur informel absorbe une grande partie du chômage, car il est facile de créer une entreprise sans payer d'impôts. Dans ce contexte, le processus de formalisation à Madagascar devient de plus en plus complexe et vulnérable, en particulier dans les zones rurales. Pour obtenir de meilleurs résultats, la formalisation des PME nécessite que les stratégies du gouvernement soient cohérentes avec le contexte rural, d'une part, et la prise en compte de l'ampleur de la pauvreté et de la vulnérabilité de la population, d'autre part.

Malgré la précarité du marché du travail à Madagascar, il nous semble nécessaire de formuler quelques recommandations. L'objectif est d'éliminer complètement le sous-emploi et le chômage prolongé. Pour ce faire, l'accent de notre proposition sera mis sur le développement de l'emploi salarié, à travers l'appui au développement et à la compétitivité des entreprises pour créer des emplois décents. Un travail décent apporte de l'argent aux individus et à leurs familles, qu'ils peuvent dépenser dans l'économie locale. Leur pouvoir d'achat alimente la croissance et la création d'entreprises durables, en particulier de petites entreprises, qui sont à leur tour en mesure d'embaucher et d'améliorer les salaires et les conditions de travail des travailleurs. Il augmente les recettes fiscales des gouvernements, qui peuvent alors financer des mesures sociales pour protéger les personnes qui ne trouvent pas d'emploi ou ne peuvent pas travailler. La stratégie de développement des PME et PME, qui est au cœur de la stratégie de compétitivité de l'économie malgache. Pour résoudre le problème du chômage et de l'emploi, nous avons identifié les axes stratégiques suivants. Ceux-ci porteront sur la prise d'initiative de l'Etat pour : (i) lever les contraintes institutionnelles qui entravent l'émergence des entreprises, principalement celles relatives aux infrastructures, à l'environnement des affaires, à l'accès aux marchés et à l'accès au financement ; et (ii) promouvoir la création de pôles de croissance parallèlement à la politique de développement des chaînes de valeur, afin d'assurer autant que possible une large répartition des pôles de croissance régionaux sur l'ensemble du territoire. Pour que la mise en œuvre des deux axes susmentionnés ait un plein impact sur l'emploi, le gouvernement s'efforcera de créer autour des PME et des entreprises privées en général un environnement général favorable à la création d'emplois.

5. Conclusion

Cet article met en lumière le problème de la formalisation des activités des très petites entreprises (PME) en milieu rural à Madagascar. Dans ce pays, ce secteur est parfois la cause et la conséquence de la pauvreté. En réalité, les PME sont le plus souvent informelles, mais elles assurent la survie de la

population rurale malgache. Cependant, le besoin de formalisation est incontestable et s'explique par la nécessité d'alimenter les caisses de l'Etat. Mais cela reste un défi majeur et parfois compliqué pour le gouvernement. À Madagascar, les défis de la formalisation des PME s'expliquent par : (i) le faible niveau d'éducation de la majorité des entrepreneurs ; (ii) l'extrême pauvreté qui se traduit par le problème du chômage (surtout pour les jeunes) ; et (iii) la non pertinence des actions menées et des stratégies adoptées dans le cadre de la formalisation.

Pour résoudre ce problème, un certain nombre de points saillants ont été proposés pour tenir compte des réalités du monde rural. Il s'agit de : lever les contraintes institutionnelles qui freinent l'émergence des entreprises, favoriser la création de pôles de croissance en parallèle à la politique de développement sectoriel. Cependant, la formalisation des PME doit s'appuyer non seulement sur l'environnement entrepreneurial et la fiscalité, mais aussi sur l'attitude et le comportement de la population rurale, qui représente la majorité démographique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] ARMINGTON Paul., 1969, "A theory of demand for product distinguished by place of production" IMF Staff Paper, 390 pages
- [2] BIT., 1993a, Statistiques de l'emploi dans le secteur informel, Rapport pour la XVème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Genève 19-28 Janvier 1993, BIT.
- [3] HCCI, 2008, Proposition pour favoriser le développement des PME Africain, Mars 2008
- [4] LEWIS A., 1954, "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour", Manchester School of Economic and Social Studies, Vol.22, N°2, 311 pages.
- [5] Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget; Arrêté n° 027/2005 du 11 janvier 2005
- [6] TORRES Olivier, « Du rôle et de l'importance de la proximité dans la spécificité de gestion des PME»
- [7] FREMEAUX Philippe, Alternatives Economiques n° 122, Décembre 1994
- [8] PAPIN Robert, Stratégie pour la création d'entreprise, 11e édition, Dunod, 2005, p 80.